

ÉDITORIAL

LE PARTI DE L'ORDRE



Le Parti de l'ordre agit. L'insupportable drame dont le jeune Steve Caniço est la victime n'est-il pas le révélateur de l'orientation et de ce qu'est devenue l'activité de la police ? Les « posts » sur les réseaux sociaux de gendarmes et de policiers se réjouissant de la mort du jeune Nantais, ou les blagues à son propos disent quelque chose de l'inquiétante ambiance régnant au sein de cette institution censée être républicaine et protéger les citoyens.

**PATRICK
LE HYARIC**

La longue liste des actes violents anti-quartiers populaires et anti-jeunes, anti-fête et anti-mouvements sociaux ne fait que creuser un fossé déjà bien large entre les populations et sa police. Que l'on songe à cette scène où des CRS casqués et armés mettent des jeunes à genoux les mains sur la tête dans la cour de leur école, à Théo à l'anus déchiré, à Adama Traoré mort à la suite d'un plaquage ventral, ou encore à Zineb Redouane dont le seul délit était de se trouver à sa fenêtre.

Et, depuis le début du mouvement des gilets jaunes, la nature des armes utilisées et les chiffres des actes violents sont aussi accablants qu'effrayants : 19 000 tirs de LBD, 5 400 tirs de grenades de désencerclement, 1 400 tirs de grenades GLI-F4. On recense deux morts, 24 éborgnés, 5 mains arrachées, 315 blessures à la tête. À la fin du mois de mai, 2 500 gilets jaunes avaient été blessés. De l'aveu du ministère de l'Intérieur lui-même, 560 signalements ont été déposés à la police des polices (IGPN). Aucun policier n'a été suspendu. Au contraire, une partie d'entre eux a été décorée. L'impunité d'un côté, par contre 2 000 condamnations ont été prononcées contre des gilets jaunes, dont plus de 40 % à de la prison ferme.

Le système politico-médiatique dominant a fait croire, tout cet hiver, que les classes populaires qui manifestaient comme les ouvriers qui défendaient leur outil de travail étaient violentes. Des ministres sont allés jusqu'à inventer l'attaque d'un hôpital parisien au lieu

de répondre à la misère des services d'urgence. C'est le même qualificatif qui est utilisé à propos des paysans qui, en état de légitime défense, depuis quelques jours dressent des murs de briques devant quelques permanences de députés godillots de la majorité ayant voté le traité avec le Canada, destructeur de leur travail et de leur vie. Un vote au Parlement a sa part de violences cachées.

Mais le pouvoir nie les violences policières. Mieux, la police est le seul corps social doté de sa propre police, qui dispose du droit de se doter « du droit » qu'il souhaite, notamment celui du pouvoir de blanchiment de toutes exactions. C'est comme si, désormais, on imposait une vision du monde dans lequel il faudrait cibler, réprimer, voire éliminer « les indésirables » pendant que M. Benalla court toujours au vu et au su de tous et qu'un ministre démissionné pour ne pas pourrir l'été macronien, se croyant blanchi, quémande son retour au gouvernement. Cette vision du monde ressemble furieusement à celle de l'extrême droite. Le pouvoir prétend la combattre en l'imitant.

C'est l'État lui-même qui est affaibli. Peut-être y a-t-il une cohérence à tout ceci ! La défense des intérêts des plus fortunés, l'extension continue du domaine de la propriété privée et de la marchandisation, au détriment du bien commun, ont besoin d'un État affaibli et de la répression policière.

Les démocrates, eux, ont tout intérêt à exiger une urgente révision des doctrines dites « du maintien de l'ordre », la dissolution de la police des polices au profit d'une instance indépendante de contrôle et d'inspection, la création de commissions d'enquête

parlementaire portant sur l'ensemble des violences policières, ainsi que sur le traitement judiciaire réservé aux manifestants. De ces violences aux morts, du fichage dans les hôpitaux aux amendes pour participer à une manifestation interdite, des plaquages ventraux aux enfants à genoux dans une cour d'école : ce n'est plus la République française. On ne peut s'habituer ou laisser s'habituer à l'intolérable. ★

La défense des intérêts des plus fortunés, l'extension continue du domaine de la propriété privée et de la marchandisation, au détriment du bien commun, ont besoin d'un État affaibli et de la répression policière.